Première
2017-2018

L'interview d'Henri Schneider

Consigne : à partir de l'étude du document ci-dessous, vous montrerez quelles sont les opinions économiques et sociaux d'Henri Schneider. On attend de l'élève notamment qu'il présente le document, puis qu'il analyse les arguments et qu'enfin il en montre l'intérêt et les limites.

Henri SCHNEIDER[1]. [...] Comment admet-on une usine, même un simple atelier, sans une tête qui pense pour tous les autres, sans patron ? C'est de la folie, c'est de la folie pure.

Jules HURET[2]. Mais s'il faut, en effet, une direction à l'usine, est-il indispensable que ce directeur en absorbe à lui seul tous les bénéfices ? Voilà comment la question se pose.

H. SCHNEIDER. Ça, c'est autre chose ! Pensez-vous qu'il ne faut pas de l'argent pour faire une boîte comme celle-ci ? Eh bien ! qui est-ce qui l'apportera, cet argent, à l'usine ? À côté du directeur, de la tête, il y a le capitaliste !... qui aboule la forte somme... [...] Si vous supprimez au capital son intérêt, vous n'en trouverez plus quand vous en aurez besoin ! Ceux qui l'auront le conserveront, c'est tout simple [...] Le capital ! Le capital ! mais il existe depuis que le premier homme des vieilles civilisations a construit sa première maison ! [...] Il y avait un ouvrier [...] qui gagnait cent sous par jour ; il s'est dit : « Tiens ! Bibi n'a besoin que de quatre francs pour vivre, Bibi va mettre vingt sous de côté tous les jours ! » Il dit, et au bout de l'année il a 365 francs ; il recommence l'année suivante, dix ans, vingt ans de suite, et voilà un capitaliste ! Presque un petit patron ! Son fils pourra agrandir le capital paternel, et c'est peut-être une grande fortune qui commence. La trouverez-vous mal gagnée ?

J. HURET. Au contraire ! Mais si l'ouvrier qui a des instincts d'économie et qui gagne cent sous par jour a cinq enfants et une femme à nourrir, comment mettra-t-il de l'argent de côté ? Bibi n'aura-t-il pas plutôt faim ?

H. SCHNEIDER [leva les bras et les épaules d'un air qui signifiait « Qu'y faire ? » et il dit en effet :] Ça, c'est une loi fatale... On tache, ici, de corriger, le plus qu'on peut, cette inégalité... mais comment la supprimer ? Oh ! à cet égard le pape a dit tout ce qu'il y avait à dire ; je trouve que sa dernière encyclique est une merveille de sagesse et de bon sens. Il y explique que le patron a des devoirs étroits à remplir vis-à-vis des salariés, et c'est vrai... Je vous le répète, ici nous faisons tout ce que nous pouvons ; mais sous ce rapport nous sommes un peu comme la douce violette... Nous n'aimons pas beaucoup en parler... Mes ouvriers me montrent bien qu'ils sont contents de moi, puisqu'à chaque occasion qui s'offre à eux, ils témoignent de leur confiance...

J. HURET. Oui, je sais, ils vous ont nommé député, conseiller général et maire [...] Croyez-vous que les crises de surproduction sont fatales et que, pour empêcher le chômage qui en résulte, une entente soit possible entre les patrons ?

H. SCHNEIDER. Pas du tout ; c'est un mal nécessaire, on n'y peut absolument rien ! La production dépend de la mode, ou d'un courant dont on ne peut prévoir ni la durée ni le développement. Un exemple : sous l'Empire, on portait des crinolines. Eh bien : les usines qui s'installèrent pour fabriquer des cercles d'acier se sont vues, le jour où la mode a changé, surchargées de produits et avec un outillage devenu tout à fait inutile. De même, il y a quelques années [en 1879] lorsque M. de Freycinet, étant ministre des Travaux publics, voulait créer partout des chemins de fer, une foule de métallurgistes se sont mis à produire et à surproduire des rails et tout ce qui est du matériel de traction. M. de Freycinet a disparu et tous les travaux faits à l'avance sont restés pour compte aux producteurs ! Aujourd'hui, tout est au militaire, on ne fait que des canons en acier et des plaques de blindage ; demain, ce mouvement peut s'arrêter pour une cause ou une autre, qu'aujourd'hui nous ne pouvons pas prévoir. Donc : pléthore sur le marché, arrêt

1 Henri Schneider (1840-1898) est un industriel spécialisé dans la sidérurgie et la mécanique, dont la principale usine était au Creusot, complétée par l'usine de Harfleur (près du Havre) et les chantiers navals de Chalon et de Lormont (Bordeaux).

2 Jules Huret (1863-1915) est un journaliste connu à l'époque pour ses interviews.

dans le travail, chômage, chômage forcé, fatal !

J. HURET [saisissant la balle au bond]. Avez-vous pensé à l'éventualité du désarmement au point de vue de votre industrie ?

H. SCHNEIDER. Oh ! Ce serait un grand malheur... Je ne sais ce qu'on ferait [...]. Après tout, il y aurait peut-être équilibre ? Les cinq cent mille hommes que nous nourrissons, vous et moi, à ne rien faire, se trouveraient sans emploi du jour au lendemain ; ils viendraient faire la queue à la porte des usines, offrir leurs bras au rabais ; ça ferait baisser les salaires et nous n'aurions plus à payer les vingt sous par jour qu'ils nous coûtent à chacun ! [...]

J. HURET. Je voudrais bien savoir ce que dit votre psychologie devant ces immenses fabrications d'instruments de mort...

H. SCHNEIDER. Oh je ne suis pas psychologue, moi ! Je suis maître de forges ; je fais des factures... c'est tout ! [Mais, comme j'insistais] Voyons, ce ne sont pas des instruments de mort, au contraire, puisque ça fait vivre cinq cent mille hommes qui les astiquent du matin au soir et qui sont payés pour ça ! Ce sont des instruments de vie !

J. HURET. Pensez-vous que l'agglomération des moyens de production dans des usines comme Le Creusot ne faciliterait pas la révolution sociale annoncée par les marxistes ?

H. SCHNEIDER. Sans patron, sans quelqu'un d'intéressé à faire marcher tout ça, Le Creusot serait absolument fichu au bout de huit jours !

J. HURET. Croyez-vous que la concentration des capitaux et des moyens de production a atteint son maximum ou doit encore se développer ?

H. SCHNEIDER [S'écrie rudement, ses mains faisant un grand geste autour de lui]. Il n'y a pas de maximum ! Ça marche toujours, ça n'a pas de bornes, ça ! Ce qui est particulier en ces temps-ci [...] c'est la tendance universelle à se spécialiser. [...]

J. HURET. Et l'expropriation des industriels et capitalistes annoncée par les marxistes, comment l'envisagez-vous ?

H. SCHNEIDER. Si on m'exproprie, j'espère qu'on me paiera mes usines ce qu'elles valent ; alors je m'achèterai un beau château à la campagne et j'irai y vivre tranquillement. [...]

J. HURET. L'intervention de l'État ?

H. SCHNEIDER. Très mauvaise ! Très mauvaise ! Je n'admets pas un préfet dans les grèves ; c'est comme la réglementation du travail des femmes et des enfants ; on met des entraves inutiles, trop étroites, nuisibles surtout aux intéressés qu'on veut défendre, on décourage les patrons de les employer et ça porte presque toujours à côté.

J. HURET. La journée de huit heures ?

H. SCHNEIDER [affectant un grand désintéressement]. Oh ! Je veux bien, Si tout le monde est d'accord, je serai le premier à en profiter, car je travaille souvent moi-même plus de dix heures par jour... Seulement les salaires diminueront ou le prix des produits augmentera, c'est tout comme ! Au fond, voyez-vous, la journée de huit heures, c'est encore un dada, un boulangisme. Dans cinq ou six ans, on n'y pensera plus, on aura inventé autre chose. Pour moi, la vérité, c'est qu'un ouvrier bien portant peut très bien faire ses dix heures par jour et qu'on doit le laisser libre de travailler davantage si cela lui fait plaisir. [...]

J. HURET. Ne croyez-vous pas qu'il y ait [...] un péril socialiste ?

H. SCHNEIDER. Les ouvriers ont le plus profond mépris pour toutes ces théories et surtout pour les hommes qui espèrent s'en servir pour les berner. Vous pouvez m'en croire. [...]

Jules Huret (préface de Jean Jaurès et de Paul Deschanel), *Enquête sur la question sociale en Europe*, Paris, éditions Perrin, 1897, 372 p., p. 24 à 35.

→ http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k24317w